

La Seine-Saint-Denis (93) envoie la facture des aides sociales aux musulmans à l'Etat donc à nous

écrit par Christine Tasin | 30 novembre 2018



Merci à Marcher sur Des Oeufs de nous avoir signalé l'article ci-dessous.

Qu'en retenir ? Que la Seine-Saint-Denis se plaint d'avoir un taux de chômage supérieur au reste de l'IDF et d'avoir un nombre de bénéficiaires du RSA, de mineurs non accompagnés, de bénéficiaires de prestations liées au handicap qui dépasse l'entendement.

Et on sait que ce département est un des plus islamisés de France. Cherchez l'erreur.

Faut-il en déduire que, par un phénomène fort étrange, des ondes attireraient en Seine-Saint-Denis les plus malades, les plus handicapés, les plus incapables de trouver du travail et que, quel malheureux hasard, ce sont des musulmans ?

Faut-il en déduire (oh ! les mauvaises langues !) qu'un nombre certain de musulmans de Seine-Saint-Denis tirent au flan, profitent au maximum des aides sociales sans trop

chercher de boulot ?

Quoi qu'il en soit, cela signifie qu'il faudrait juste arrêter l'immigration musulmane qui tire la France vers le bas.

Et ce département qui accepte et encourage l'immigration musulmane, qui accepte d'accueillir et de gérer des clandestins, des mineurs isolés... eh bien qu'il se démerde ! Qu'il dise non à l'immigration, qu'il envoie des médecins de la sécurité sociale vérifier la réalité des handicaps et maladies, qu'il vérifie que ceux qui bénéficient du RSA cherchent effectivement des emplois et ne vivent pas, par ailleurs, du produit du deal.

Alors, pourquoi l'Etat, donc les contribuables, donc les Gilets Jaunes... devraient-ils payer pour une gestion calamiteuse ?

Pourquoi devrions-nous payer pour l'impéritie et l'idéologie islamophile des élus de la Seine-Saint-Denis même pas foutus de dire clairement à Macron : « stop à l'immigration », « stop à l'islam » ?

Pourquoi devrions-nous payer toujours plus pour des gens qui arrivent avec une idéologie rétrograde les rendant inadaptables, in-intégrables, inemployables ? Avec une idéologie telle que les employeurs vont avoir peur de se retrouver avec des voilées, des gars en djellabah, des demandes de salles de prières, des dérogations pour le ramadan, sans parler de ceux qui ne veulent pas avoir de rapport avec le porc, avec l'alcool...

C'est aux politiques de dire stop, ce n'est pas à nous de payer de nos deniers alors que nous payons déjà le prix fort de l'islamisation et de l'immigration dans la vie quotidienne et à l'école avec l'insécurité, la délinquance, le terrorisme, le sentiment de ne plus être chez nous...

Le département ne veut plus payer la solidarité nationale à la place de l'Etat. Elle émet donc des titres de paiements pour exiger le remboursement

D'habitude c'est le fisc, et donc l'Etat, qui envoie ce genre de courrier.

Mais ce jeudi, cela a été l'inverse.

Le conseil départemental, réuni en séance publique à Bobigny, a décidé d'émettre plusieurs titres de paiement d'un montant de 345 M€ adressés directement au président de la République, Emmanuel Macron.

Cette somme correspond à toutes les aides versées par le département à la place de l'Etat en 2018.

La proposition, une fois n'est pas coutume, a été votée à l'unanimité.

RSA, PCH, APA, MNA... à travers ces acronymes barbares se cachent en réalité toute une série d'aides aux plus défavorisées. Revenu de solidarité active (192,8 M€), prestation de compensation du handicap (30,7 M€), allocation personnalisée d'autonomie (85,9 M€) ou [encore prise en charge des mineurs non accompagnés](#) (32,9 M€), et même accueil des enfants de retour de Syrie (2,5 M€), sont autant de dispositifs qui relèvent de la solidarité nationale.

«Nous avons 82 000 allocataires du RSA»

Mais depuis le début des années 2000, ce sont les départements qui en assurent le paiement. Et dans la collectivité territoriale la plus pauvre de France, ces coûts s'envolent.

Daniel Guiraud, vice-président chargé du budget, a d'ailleurs

rappelé quelques chiffres.

« Nous avons 82 000 allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis, soit un quart du nombre total d'allocataires en Ile-de-France, rappelle-t-il. Ajoutez à cela, un taux de chômage de 12 % dans le 93, contre 8 % en Ile-de-France. Et 28 % des foyers en dessous du seuil de pauvreté contre 14 % en Ile-de-France. Et vous avez l'explication des 345 millions versés en 2018. »

Une somme dont Stéphane Troussel, président PS du conseil départemental, a déjà imaginé la répartition.

« C'est autant de millions de moins pour le désendettement, la transition écologique, l'aide sociale à l'enfance, le soutien aux associations, insiste-t-il. Nous ne faisons pas l'aumône, nous ne nous victimisons pas, nous demandons simplement l'égalité. »

«Le gouvernement a trois semaines pour nous répondre»

C'est la première fois que l'élu matérialise à ce point cette dette de l'Etat.

Jusqu'à présent, [la majorité avait plutôt présenté un budget en déséquilibre](#), en ne tenant pas compte des nouveaux allocataires, se contentant d'inscrire la même dépense d'une année sur l'autre.

Magnanime, Stéphane Troussel donne un peu de temps au Premier ministre, Edouard Philippe, pour trouver les fonds nécessaires. *« Le budget étant voté le 20 décembre, le gouvernement a encore trois semaines pour nous répondre »*, prévient-il.

L'Etat prévoit bien une enveloppe de 250 M€, mais à répartir entre l'ensemble des départements.

« Même si nous touchions 20 M€, ce ne serait même pas le dixième de ce que nous doit l'Etat rien qu'au titre de l'année 2018 », balaie Stéphane Troussel d'un revers de la main.

L'OPPOSITION POINTE LA DETTE DU DOIGT

Stéphane Troussel, président PS du conseil départemental, a présenté jeudi matin le rapport d'orientation budgétaire qui préfigure le budget qui sera voté le 20 décembre.

Ce dernier est marqué par une baisse de 3 % des dépenses de fonctionnement, et une augmentation des dépenses d'investissement qui sont passées de 150 M€ à 250 M€ entre 2015 et 2018. « Et ce, sans augmenter les impôts pour la troisième année consécutive », se félicite l'élu.

Mais le revers de la médaille, c'est que la dette s'aggrave de 160 M€. Un angle d'attaque qui n'a pas échappé à l'opposition. « Chez vous, c'est l'autosatisfaction permanente, on n'a pas assez de recettes. Pas grave, on emprunte », tacle Gaétan Grandin, conseiller départemental LR.

« Vous ne proposez rien en retour, contre-attaque Stéphane Troussel. Je rappelle que le budget d'une collectivité ne se gère pas comme celui d'un bon père de famille. L'investissement est primordial pour notre avenir ».